



Articles

- 1 **Éditorial** : Les vicissitudes de la politique,
par **Benoît Van Keirsbilck**
- 3 **Courrier échangé avec Maître Xavier Rolin**
- 6 Les innovations de la loi du 10 août 2005 modifiant
diverses dispositions en vue de renforcer la lutte contre la
traite et le trafic des êtres humains et contre les pratiques
des marchands de sommeil ⁽¹⁾,
par **Claire Huberts**
- 22 Réforme de la loi sur la protection de la jeunesse :
état de la situation,
par **Benoît Van Keirsbilck**

Cass (2^{ème} ch.) - 16 novembre 2004

Droits humains – Droit et respect de la vie privée – Preuve
obtenue en violation de droits fondamentaux garantis par la
Constitution ou la C.E.D.H. – Cour d'arbitrage – Question
préjudicielle – Hiérarchie des normes – Traité – Constitution.

38

Documents

- 32 Extraits de l'Accord de coopération entre l'État, la
Communauté flamande, la Région flamande, la Commu-
nauté française, la Région wallonne, la Communauté
germanophone, la Région de Bruxelles-Capitale, la
Commission communautaire commune et la Commission
communautaire française portant création d'une Commis-
sion nationale pour les droits de l'enfant.

Jurisprudence

Trib. Trav. Bruxelles - 12 octobre 2005

Aide sociale - Famille avec enfants en séjour illégal - Nou-
velle demande de régularisation (article 9 alinéa 3) en exa-
men - Pas de droit à l'aide sociale financière - Demande d'aide
pour la famille - Art. 57 § 2 loi 8/7/1976 - A.R. 24/6/2004 -
Circulaire FEDASIL 17/11/2004 - Proposition d'accueil des
enfants dans un centre d'accueil fédéral - Portée de l'arrêt de
la CA 19/7/2005 - Pas de garanties suffisantes du respect de
la vie familiale - Contradiction avec art. 8 CEDH (effet di-
rect) et art. 22 Constitution - Écartement de l'article 57 ali-
néa 1, § 2, 2° et alinéa 2 - Octroi de l'aide aux enfants

34

Civ. Bruxelles (réf.) - 7 décembre 2004

Droit des étrangers – Demande de délivrance de documents
de séjour - Référé - Droit subjectif à l'éducation - Article 3 lu
en combinaison avec l'article 28 de la CIDE - Effet direct -
Intérêt supérieur des enfants - Préjudice grave en cas de re-
tour au pays - Octroi d'un CIRE provisoire jusqu'à la fin de
la scolarité

37

Pol. Bruges (10^{ème} ch.) - 11 avril 2005

Responsabilité aquilienne – Dommage et indemnisation –
Expertise médicale – Qualification – Convention conclue par
les parents au sujet du dommage subi par leur enfant mineur
– Autorisation du juge non requise – Valeur – Avis – Liberté
du juge – Faculté d'ordonner une expertise judiciaire

38

Fiche - JDJ

- 39 L'autorité parentale.

Tables annuelles

Pages 26 à 31

